

# MONDIALISATION, MULTILATÉRALISME ET GOUVERNANCE GLOBALE

Philippe MOREAU DEFARGES

*Introduction*

Albert BOURGI

*L'élection du nouveau Secrétaire général de l'ONU*

Philippe MOREAU DEFARGES

*Le Forum de Davos.*

*Les patrons milliardaires forment-ils une gouvernance planétaire?*

Laurence BOISSON DE CHAZOURNES et Théo BOUTRUCHE

*Sécurité collective et droit de l'OMC. Une alliance possible?*

Dominique D'ANTIN DE VAILLAC

*Hégémonie industrielle et développement durable.*

*Les complicités scandinaves*

## INTRODUCTION

### MONDIALISATION, MULTILATÉRALISME ET GOUVERNANCE GLOBALE : LA PUISSANCE, TOUJOURS LA PUISSANCE

PAR

PHILIPPE MOREAU DEFARGES (\*)

L'année 2006 confirme que la gouvernance globale reste dominée par les jeux des grandes puissances.

### LA MISE EN SOMMEIL DE LA RÉFORME DE L'ORGANISATION DES NATIONS UNIES (ONU)

Kofi Annan, Secrétaire général de 1997 à 2006, Prix Nobel de la paix en 2001, espérait achever et couronner ses dix ans comme premier fonctionnaire de l'ONU par une réforme de l'Organisation. Celle-ci est enterrée en grande cérémonie, par le Sommet du Millénaire en septembre 2005, où interviennent 150 chefs d'Etat ou de gouvernement. Certes la Commission des droits de l'homme laisse la place à un Conseil des droits de l'homme. La réforme tourne court d'abord du fait de l'absence de tout désir de changement chez les trois premiers colosses de la planète : Etats-Unis, Russie, Chine (l'Inde surtout, mais aussi le Brésil sont mécontents de ne pas avoir leur siège de membre permanent au Conseil de sécurité). En 2007, le Sud-Coréen Ban Ki-moon succède à Kofi Annan. Comme l'explique l'article d'Albert Bourgi, le choix de l'ancien ministre des Affaires étrangères de Corée du Sud est politiquement très clair : avoir à la tête de l'ONU quelqu'un qui soit le plus consensuel possible.

### L'OUVERTURE DE PLUS EN PLUS IMPROBABLE D'UN NOUVEAU CYCLE DE NÉGOCIATIONS COMMERCIALES MULTILATÉRALES

Depuis la création, en 1994, de l'Organisation mondiale du commerce (OMC), issue des accords du Cycle de l'Uruguay, un nouveau grand cycle est attendu : le *Doha Round*. Ici aussi, comme l'analysent Laurence Boisson

(\*) Ministre plénipotentiaire, chercheur à l'Institut français des relations Internationales (IFRI, Paris, France), enseignant à l'Institut d'études politiques de Paris (Sciences-Po, France) et à l'Université Paris II - Panthéon-Assas (France).

de Chazournes et Théo Boutruche, l'enterrement est quasi certain : le Sud affirme son nouveau poids dans les échanges mondiaux ; quant à l'Occident (Etats-Unis, Union européenne), il ne se résigne pas à abandonner l'agriculture aux dures lois du libre-échange. Cette incapacité des gouvernements à faire avancer la libéralisation du commerce mondial n'empêche pas les hommes d'affaires de rêver d'une gouvernance privée, libérée des intérêts des Etats. Cependant, que peuvent vraiment les hommes d'affaires en matière d'ordre économique mondial ? Cette question constitue le fil directeur de l'article de Philippe Moreau Defarges sur le célèbre Forum de Davos, censé diriger la planète.

#### VERS LA FIN DU TRAITÉ DE NON-PROLIFÉRATION (TNP) NUCLÉAIRE ?

Le TNP est l'un des exemples majeurs d'une gouvernance se voulant globale, associant grandes puissances (d'abord les Etats-Unis, mais aussi la Russie et la Chine) et institutions internationales (ici, l'Agence internationale de l'énergie atomique, AIEA). En 2006, ce dispositif subit trois chocs graves : la Corée du Nord, narguant la communauté internationale, procède à des tirs de missiles ; l'Iran poursuit obstinément son programme d'enrichissement d'uranium, lui permettant à terme de disposer d'un armement atomique ; enfin, le président George W. Bush établit une vaste coopération nucléaire avec l'Inde, de sorte que le premier gardien de l'ordre nucléaire mondial bénit l'un des Etats qui a le plus vigoureusement dénoncé le TNP, devenant, contre ce Traité, l'une des trois puissances atomiques non officielles (aux côtés d'Israël et du Pakistan). Bref, les traités tendent à continuer de peser ce que les puissances veulent qu'ils pèsent !

#### DE NOUVEAUX RATAGES POUR LE DROIT D'INGÉRENCE

Depuis les années 1990, le droit d'ingérence, devoir et droit de la « communauté internationale » (terme à définir) d'aller au secours de toute population se trouvant en grave danger (catastrophe naturelle, pouvoir répressif), même si l'Etat de cette population s'y oppose au nom de sa souveraineté, doit être un vecteur de la gouvernance globale, prouvant que tous les hommes, toutes les sociétés sont solidaires. En ces années 2000, notamment en 2006-2007, les ingérences continuent de se passer, de l'Iraq à l'Afghanistan. Encore une désillusion de la gouvernance globale !

LA NOMINATION, LE 1<sup>ER</sup> JANVIER 2007,  
DE LA CHINOISE MARGARET CHAN COMME DIRECTRICE GÉNÉRALE  
DE L'ORGANISATION MONDIALE DE LA SANTÉ (OMS)

Cette nomination illustre la volonté de présence internationale croissante de la Chine, et, au-delà, des pays non occidentaux dans la gouvernance globale. Cette gouvernance a été initiée d'abord par les Etats-Unis à l'issue des deux guerres mondiales, avec la participation des autres démocraties occidentales. La nomination de Margaret Chan à la tête de l'OMS indique que la gouvernance globale ne peut se développer que si elle se mondialise vraiment, c'est-à-dire associe à tous ses mécanismes les non-Occidentaux, en particulier les colosses du Sud : Chine, Inde, Brésil... La gouvernance globale est aussi affaire d'équilibres politiques!

Dans cet esprit, on notera l'analyse de la gestion forestière internationale présentée par Dominique d'Antin de Vaillac, qui souligne la forte connivence entre certaines ONG et les Etats du nord de l'Europe, attachés à maintenir leur prééminence industrielle en la matière, au détriment d'autres intérêts, qui ne sont pas moins légitimes.